

**Communication de M. Thierry Mariani  
Représentant spécial de l'AP-OSCE  
pour l'Asie centrale et la Mongolie**

**Missions en 2013 :  
Tadjikistan, Kirghizistan et Mongolie**

---



# Sommaire

---

<b>INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>I- Une région en mutation</b>	<b>6</b>
a) La question identitaire	7
b) Le fait religieux	8
c) Transformations économiques	9
d) Un intérêt stratégique variable pour les grandes puissances	11
<b>II- Les conséquences du conflit afghan pour l'Asie centrale</b>	<b>13</b>
a) 2014, année d'incertitudes	13
b) Une stabilisation politique difficile à conduire	15
c) Le poids de l'opium dans l'économie et dans la politique afghanes	16
<b>III- Tadjikistan</b>	<b>17</b>
a) Une politique étrangère axée sur les questions de sécurité	18
b) Le développement de la coopération régionale et internationale	19
c) Une situation économique encore difficile	19
d) Une coopération active avec l'OSCE	20
<b>IV- Kirghizistan</b>	<b>21</b>
a) Une situation politique intérieure stabilisée	21
b) D'importants problèmes de sécurité intérieure	21
c) La situation des droits de l'homme	22
d) La situation économique	22
e) D'importants progrès vers les objectifs de l'OSCE	23
<b>V- Mongolie</b>	<b>25</b>



## Introduction

---

Par lettre du 30 juillet 2013, M. Ranko Krivokapic, Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (AP OSCE) a prolongé le mandat de Représentant spécial pour l'Asie centrale et la Mongolie de M. Thierry Mariani, député, membre de la délégation française.

La présente communication fait état des travaux du Représentant spécial pour l'année 2013. Elle porte plus particulièrement sur le Kirghizistan, la Mongolie et le Tadjikistan, pays où le Représentant spécial s'est rendu, ainsi que sur l'Afghanistan, en raison de l'importance de ce dernier au cœur de l'Asie centrale.

L'Asie centrale comprend l'Afghanistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Ces six pays forment une surface de 4,17 millions de km<sup>2</sup> (dont la moitié pour le seul Kazakhstan) et rassemblent environ 93 millions d'habitants. Les données démographiques ne sont toutefois pas connues avec certitude car aucun recensement n'a été effectué en Afghanistan, dont la population oscillerait entre 24 et 33 millions de personnes. La Mongolie, qui n'appartient pas géographiquement à l'Asie centrale, englobe pour sa part 1,55 millions km<sup>2</sup> et 2,7 millions d'habitants.

L'Asie centrale a de tout temps constitué le point de jonction de plusieurs grands empires et civilisations : Chine, Inde / Pakistan, Iran et plus tardivement dans l'histoire, Russie. Si des conflits sont nés de ces rencontres entre puissances, il convient de garder à l'esprit que l'Asie centrale est un espace où de brillantes civilisations se sont épanouies, ainsi qu'une voie commerciale terrestre de grande importance, reliant les empires précités. Ces derniers ont de tout temps pris intérêt à exercer sur elle un certain contrôle ou à s'assurer qu'elle demeure une zone de paix.

Rares sont les régions du monde qui ont connu en seulement vingt ans des mutations aussi profondes : accession à la souveraineté, nouveaux régimes politiques, paupérisation de la population, place des minorités ethniques, violences allant de simples échauffourées jusqu'à une guerre civile (au Tadjikistan), changements sociologiques... Mais curieusement, si l'on excepte l'Afghanistan, en conflit depuis 1979, les pays d'Asie centrale apparaissent comme un espace de tranquillité politique alors qu'existent de nombreux facteurs de tension :

- l'émiettement ethnique des sociétés d'Asie centrale : ces sociétés ont longtemps vécu selon des systèmes claniques qui perdurent, et qui demeurent des facteurs d'instabilité, d'autant que l'aire géographique des ethnies et des clans ne coïncide pas avec les frontières des Etats ;
- le développement du trafic de drogue : l'Afghanistan produit 75 % de l'opium consommé dans le monde et cette substance transite en Asie centrale, avec de

nombreux risques pour les populations au contact du trafic (afflux d'argent sans lien avec l'économie réelle, consommation de drogue, autres trafics comme la prostitution ou les armes...);

- la menace fondamentaliste, en raison de la pression des talibans afghans, qui trouvent des relais dans les pays frontaliers. Rappelons à cet égard qu'une large partie de la population afghane est composée d'ethnies qui vivent de part et d'autre des frontières de l'Afghanistan, notamment les Pachtounes, les Tadjiks, les Ouzbeks et les Hazaras.
- la pression des grandes puissances : les pays d'Asie centrale et la Mongolie sont producteurs de gaz, de pétrole, de minerais et de produits agricoles de base (comme le coton) qui sont l'enjeu de rivalités pour le contrôle de leur distribution. Les pays occidentaux et la Russie s'y intéressent vivement, mais de nouveaux Etats marquent également leur volonté d'accéder aux richesses de cette région : Chine, Pakistan, pays du Sud-Est asiatique. L'accès à l'Est et au Sud a longtemps été fermé en raison de la mainmise des talibans sur l'Afghanistan (rappelons que l'Asie centrale n'a pas d'accès à la mer et que les produits empruntent des voies terrestres). Un retour graduel à la paix en Afghanistan ouvrirait de nouvelles opportunités commerciales ;
- un champ de rivalités entre puissances ? Ce point est moins sûr... Certes, entre une Chine qui accroît silencieusement son influence commerciale, une Russie qui s'efforce retrouver sa prééminence dans l'espace post-soviétique afin d'assurer la sécurité de ses frontières méridionales et des Etats-Unis soucieux de s'assurer le contrôle d'axes stratégiques, les pays d'Asie centrale font l'objet de nombreuses pressions diplomatiques, voire militaires. Le concept de « *grand jeu* », que l'on retrouve sous la plume des spécialistes en géopolitique, n'est toutefois plus d'actualité car ces pays ne sont pas une arène dans laquelle les grandes puissances confrontent leurs capacités d'influence : ils ont leurs problématiques propres, leurs défis à relever et sont à ce titre acteurs de leur histoire.

Le présent rapport n'a pas vocation à être exhaustif – il existe de nombreuses études approfondies sur l'Asie centrale – mais rappelle quels sont les enjeux auxquels cette région du monde doit faire face en 2013 / 2014, particulièrement dans les pays où s'est rendu votre Représentant spécial.

## **I- Une région en mutation**

---

Le terme « Asie centrale » désigne actuellement un espace politiquement et économiquement fragmenté. Il n'y a pas de processus d'unité ou de solidarité régionale ; le potentiel de développement de chaque pays, leurs choix politiques, leurs stratégies identitaires divergent. Les risques de conflits demeurent comme en témoigne l'actualité récente, ce qui confère toute son importance aux efforts d'acteurs multilatéraux comme l'OSCE ou l'Union européenne pour que les tensions entre Etats s'apaisent.

Les pays d'Asie centrale sont le plus souvent décrits dans les media comme des terres de violences interethniques, de terrorisme, de trafics en tous genres, ou encore un champ de rivalité entre Russie et Etats-Unis, entre Turquie et Iran tandis que la Chine assoit silencieusement sa domination économique en étant d'ores et déjà leur premier partenaire commercial. Se limiter à ce constat donne une vision faussée de la réalité. Issus de l'implosion de l'URSS, les Etats d'Asie centrale sont encore en construction ; parallèlement, leurs sociétés font face à des changements sociaux, économiques et culturels qu'il conviendrait d'analyser en tenant compte du contexte historique dont elles proviennent plutôt que sous un angle systématiquement critique.

#### *a) La question identitaire*

La question identitaire est considérée comme la principale cause de la fragilité politique de l'Asie centrale. Il est fréquent d'analyser les conflits ou les changements au sein des Gouvernements sous le prisme des équilibres entre ethnies ou clans, ou de la domination d'un groupe humain sur tous les autres, comme avec les Pachtounes en Afghanistan. Ce type de raisonnement fait abstraction de deux facteurs : d'une part l'appartenance à une ethnie ne déclenche pas obligatoirement un conflit avec les autres ethnies d'un pays ; d'autre part les sociétés d'Asie centrale sont de plein pied dans le monde moderne, ce qui induit que les individus ne se définissent pas uniquement au regard de leur origine, mais également selon leur groupe professionnel ou leur statut social.

Il est indéniable que la fin de l'empire soviétique et l'accession à l'indépendance de cinq nouveaux Etats a induit un bouleversement démographique en deux étapes : le départ des populations d'origine européenne et la construction progressive d'Etats nation. En 1989, date du dernier recensement en URSS, les républiques d'Asie centrale comprenaient 12 millions de personnes, principalement nées en Russie, Ukraine, Biélorussie, Allemagne de l'Est, Pologne et pays baltes. Ce nombre est tombé à 6,8 millions en 2010. Le solde migratoire est négatif chaque année. Les facteurs qui expliquent ce phénomène sont la fermeture d'écoles russophones, l'obligation de parler la langue nationale pour entrer dans la fonction publique et le manque de perspectives économiques pour les russophones et leurs enfants. Parallèlement, des mouvements de population conduisent à une homogénéité croissante de la composition démographique de chaque Etat. Le Turkménistan et le Tadjikistan compteraient respectivement plus de 80 % de Turkmènes et de Tadjiks sur leur territoire national. Plus généralement, les minorités n'ont que peu de droits au sein d'Etats qui éprouvent un besoin vital de renforcer leur autorité à l'intérieur de leurs frontières. Le Kazakhstan ne reconnaît ainsi pas la langue ouzbèke ; il en est de même au Kirghizistan. Les régions qui disposaient d'un statut d'autonomie sous l'URSS (Karakalpakstan en Ouzbékistan ou Haut-Badakhchan au Tadjikistan) l'ont progressivement perdu, en droit ou en fait. Le Kazakhstan et le Kirghizistan ont en outre mis en place des politiques de rapatriements de communautés vivant à l'étranger (Afghanistan, Chine, Mongolie). Il se dessine ainsi dans l'ensemble de l'Asie centrale une politique où l'Etat sert principalement l'ethnie qui forme sa base et non l'ensemble des citoyens. Cette orientation est compréhensible quand un Etat est jeune et a été observée à maintes reprises dans l'histoire, mais elle n'est pas justifiée dans l'espace de l'OSCE dès lors que l'existence de minorités ne comporte aucune menace pour la sécurité nationale.

Cette recherche d'homogénéité de la population correspond à une quête de l'Etat nation. Lorsqu'ils ont accédé à l'indépendance, la principale préoccupation des Gouvernements d'Asie centrale était d'exercer leur souveraineté sur leur territoire, alors que certains pouvoirs locaux disposaient dans les faits d'une force supérieure à l'Etat central et que leurs voisins émettaient des revendications territoriales. Les enjeux sécuritaires sont donc inséparables de la construction des Etats. Les accès répétés de violence aux frontières du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan ou, dans les années 90, les craintes du Kazakhstan d'une partition de son territoire sont les exemples les plus connus et sont à l'origine des réactions des Gouvernements à l'encontre de tout risque de sécession.

Ce risque est-il réel ou fantasmé ? La question peut se poser. Chaque Etat d'Asie centrale a manifesté jusqu'à présent sa volonté de préserver les frontières héritées des républiques soviétiques. Une remise en cause de ces frontières n'est pas à l'ordre du jour pour d'évidentes raisons. Pour autant, les revendications locales perdurent, soit parce que des minorités aspirent à plus d'autonomie, estimant que leur avenir est entravé par le pouvoir central, soit parce que le partage des richesses nationales est jugé inéquitable. La situation d'instabilité que ressentent les Gouvernements en place ou qu'observent les acteurs extérieurs à cette région du monde est moins due à des facteurs ethniques qu'à des réalités économiques ou sociales.

#### *b) Le fait religieux*

Réalité et fantasme se confrontent également dans un autre domaine : celui du fondamentalisme religieux ou encore du terrorisme islamique. Cette question est certes inséparable de la question afghane – plus précisément de la nature et des objectifs du mouvement taliban – mais elle se pose dans des termes différents pour chaque Etat d'Asie centrale. Rappelons que cette région a été islamisée entre les VIIème et XIème siècles, mais qu'en raison des flux migratoires, puis de l'idéologie soviétique, la place de l'Islam n'est pas aussi importante qu'en Afghanistan. Il n'y a pas non plus de pratique religieuse homogène à l'échelle de la région. La plupart des musulmans y sont sunnites, mais il existe des minorités chiites au Turkménistan et au Kazakhstan.

*« Les vingt premières années d'indépendance des Etats centrasiatiques ont été marquées par un retour de l'Islam dans les lieux publics, un accroissement de l'observance des rituels islamiques et une pluralisation de l'Islam. Coupée du reste du monde pendant la période soviétique, l'Asie centrale n'a pas été touchée par les nombreux courants venus des autres pays musulmans. Plusieurs tendances nouvelles ont néanmoins pénétré dans la région à partir des années Gorbatchev, complexifiant et ramifiant davantage le paysage religieux... L'héritage soviétique demeure toutefois fondamental dans ces évolutions. La continuité avec le passé ne transparaît pas seulement dans les régimes mais touche l'essentiel de la population. Le renouveau islamique amorcé à l'époque de Gorbatchev a permis de redécouvrir l'héritage national, donc l'Islam et la culture musulmane, et de renouer les liens rompus avec l'Oumma. Ce phénomène perdure aujourd'hui. Pour la plupart des musulmans d'Asie centrale, le retour à l'Islam est interprété comme la restitution d'une tradition nationale... Le soufisme, en particulier, est vu comme la contribution de la région à la quête spirituelle humaine, porteuse d'un message de paix et opposée aux traditions scolastiques ou*

*fanatiques de l'islam étranger. L'espace public demeure désislamisé et par là même profondément laïc* » (Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, Eclats d'empire, 2013).

A la différence des Etats du Golfe persique, l'islam n'est donc pas en symbiose avec les sociétés des pays d'Asie centrale. Ces derniers sont laïques en vertu de leur Constitution (l'Ouzbékistan n'utilise pas ce terme mais proclame la séparation entre le spirituel et le temporel), ce qui induit qu'il n'existe pas de religion d'Etat. Pour autant, les Gouvernements ont tous placé la pratique religieuse sous différentes formes de contrôle étatique, en raison du caractère multiforme et décentralisé de l'islam qui induit en permanence une possible interaction entre des traditions locales et l'ensemble de la communauté des croyants (Oumma). Ce sont évidemment les conceptions radicales de l'islam qui sont visées, compte tenu de la proximité de l'Afghanistan. Il est vrai qu'à côté de pratiques traditionnelles, anciennement ancrées dans la société, ont émergé des mouvements (comme le mouvement islamique d'Ouzbékistan) qui ont rejoint Al Qaida dans le Sud Waziristan, et que plusieurs religieux d'Asie centrale, nés dans les années 90, ont étudié dans des centres très engagés dans le prosélytisme, comme ceux du Tablighi Jamaat à New Delhi ou à Deoband. Ces personnes ont établi des contacts avec le mouvement déobandi ou avec les écoles animées par Nourdjou (organisation turque), tandis que des groupes salafistes, venus du Sud de la Russie, seraient en train de gagner en influence au Kazakhstan.

Le risque d'un terrorisme religieux ne doit être ni minoré, ni exagéré. Il est fonction de l'islam politique en Asie du Sud et dans le Caucase, deux régions qui abritent des mouvements fondamentalistes.

### *c) Transformations économiques*

Un premier rappel s'impose lorsque l'on analyse la situation économique de l'Asie centrale : la chute de l'URSS, puis les politiques de libéralisation économique mises en place après les indépendances ont conduit à une paupérisation brutale et massive des populations. Il n'y a pas eu de phase de transition qui aurait permis d'adapter progressivement l'économie à une ouverture des marchés, comme ce fut le cas avec les pays de l'Est de l'Europe quand ils ont fait acte de candidature à l'Union européenne. Au milieu des années 90, près de 80 % des habitants d'Asie centrale vivaient sous le seuil de pauvreté défini par l'ONU (moins de 2 dollars par jour). En 2010, ces taux oscillaient entre 26 % et 46 %.

Les économies des pays d'Asie centrale sont encore largement dominées par le secteur agricole, y compris au Kazakhstan, producteur de pétrole. L'industrie est minoritaire (12 % du PIB en moyenne). A l'économie planifiée a succédé un système théoriquement libéral, contrôlé en réalité par une minorité. Des mouvements démographiques de trois ordres ont été enregistrés : le départ de plus de 5 millions de russophones, qui constituaient une main d'œuvre qualifiée ; un exode des populations montagnardes vers les villes, dans l'espoir de trouver de meilleures conditions de vie ; en conséquence, une croissance urbaine très rapide, mais non planifiée et non maîtrisée, ce qui met en lumière les écarts de richesses et de mode de vie au sein des populations. Des millions d'habitants ont également été conduits à émigrer : 1 million de Tadjiks, 1 million de Kirghizes et 3 millions d'Ouzbeks travaillent à l'étranger. La Russie constitue la première destination des migrants, suivie du Kazakhstan, en

quête de main d'œuvre. La Corée du Sud et les pays du Golfe persique sont également des pays d'accueil.

La disparition soudaine de l'économie planifiée a également entraîné des conséquences négatives sur l'enseignement primaire et secondaire, avec une baisse d'environ 10 à 15 % de la fréquentation des écoles d'après l'UNICEF. La situation de l'enseignement supérieur s'améliore en revanche, grâce à des programmes de coopération avec des pays étrangers. L'émigration massive des européens russophones, la reconversion forcée de médecins et d'enseignants vers des métiers mieux rémunérés, l'émigration des jeunes diplômés ont affaibli le capital humain dont disposent les pays d'Asie centrale alors que de nombreuses entreprises qui veulent s'y implanter recherchent du personnel qualifié.

Des conséquences analogues sont observées pour le système de santé. Rappelons toutefois que la situation était déjà critique sous la période soviétique puisque la santé ne bénéficiait que d'une fraction résiduelle du PIB. Après leur accès à l'indépendance, le Kazakhstan, le Turkménistan et le Tadjikistan ont opéré en 1995 une série de réformes, suivis par l'Ouzbékistan et le Kirghizistan en 1996. Ces réformes étaient axées sur la décentralisation du système de santé, la restructuration des soins primaires, la privatisation d'une partie des activités médicales et des pharmacies. La réduction du personnel médical s'est traduite par une détérioration des indicateurs de santé. La situation ne s'est guère améliorée depuis cette période. La part des dépenses de santé demeure mineure au sein de la répartition de la richesse nationale, ce qui rend difficile toute modernisation de ce secteur, que les Gouvernements, conscients du problème, cherchent à mettre en place, en le rapprochant des normes occidentales

Le principal problème qui entrave le développement économique est la fragmentation de l'espace régional, alors que les pays d'Asie centrale adhèrent volontiers aux mécanismes multilatéraux qui permettent à leurs économies d'entrer dans le jeu de la mondialisation. Pourtant, les Gouvernements avaient parfaitement conscience, dès les indépendances de leurs Etats, de la nécessité de mettre en place un espace le plus unifié possible, comme en témoignent la création de l'Union centrasiatique (1994), puis de la Communauté économique centrasiatique (1998), devenue Organisation de coopération centrasiatique (2002, avec adhésion de la Russie en 2004), cette dernière étant de facto remplacée en 2006 par la Communauté économique eurasiatique, dont sont également membres la Russie et le Belarus.. Parallèlement, ils ont conservé des mécanismes régionaux pour la gestion de leurs ressources communes, comme la Commission intergouvernementale de coordination des ressources en eau (1992).

Ce sont des préoccupations de souveraineté qui ralentissent la constitution d'un espace régional unifié. Les Etats d'Asie centrale sont avant tout soucieux d'exercer leur autorité sur l'ensemble de leur territoire, d'où le renforcement de la surveillance des frontières, notamment dans les zones où existent des risques de conflits ethniques, pour des raisons de sécurité mais aussi de fiscalité. La mobilité des personnes et des biens en est freinée, d'autant que de nombreuses infrastructures routières et ferroviaires sont vétustes. Le résultat est que la part des échanges qu'effectuent entre eux les pays d'Asie centrale ne cesse de diminuer, oscillant entre 3 et 16 % au sein de leurs statistiques commerciales, alors qu'elle augmente avec leurs autres principaux partenaires (Chine, Turquie, pays du Golfe

persique). Enfin, l'extension de revenus que tire le Kazakhstan de ses ressources pétrolières lui permet d'assurer 75 % du PIB de la région. Cette richesse l'a conduit à adhérer en 2010 à l'Union douanière dont sont membres la Russie et le Bélarus, ce qui ralentit l'intégration régionale... A moins que le Kirghizistan et le Tadjikistan en deviennent membres à leur tour...

d) *Un intérêt stratégique variable pour les grandes puissances*

L'Asie centrale a fait partie tout au long de son histoire de plusieurs empires (mongol, moghol, safévide, russe, puis soviétique). Souvent qualifiée de *carrefour des grands empires*, elle a longtemps été perçue comme un champ de rivalités entre grande puissance et c'est à son propos que le concept de *Grand Jeu* apparut dans la deuxième partie du XIXème siècle.

Les enjeux stratégiques sont aujourd'hui nettement différents. Avec la montée en puissance du commerce entre pays du Sud, l'Asie centrale retrouve son importance en tant que voie terrestre reliant l'Inde à l'Iran, la Chine à l'Iran, voire la Chine à la Turquie. Mais comme 80 % du commerce mondial s'effectue par la mer, cette importance est toute relative. Il n'y a pas de renaissance de la mythique route de la soie.

Si l'on rappelle que l'Asie centrale, à l'exception du Kazakhstan avec le pétrole, n'abrite aucune industrie majeure, l'on explique l'intérêt relatif que lui accordent les grandes puissances, à l'exception évidente de l'Afghanistan. L'Union européenne n'a pas de politique claire à l'égard de cette région alors que sa présence économique y est supérieure à celle de la Russie ou des Etats-Unis. Les Etats-Unis s'y sont implantés pour des raisons commerciales (pétrole kazakh), politiques (limiter la puissance de la Chine, contrer les visées régionales de l'Iran, empêcher la Russie d'y retrouver une influence) et militaires (voie d'approvisionnement vers l'Afghanistan) mais lorsque l'on examine la modicité des aides et des crédits qu'ils accordent aux pays de cette région, il est évident que leur politique étrangère a d'autres priorités. La fermeture de la base aérienne de Manas, au Kirghizistan, n'est pas considérée par Washington comme un revers stratégique.

La Chine n'avait pas de stratégie bien définie à l'égard de l'Asie centrale dans les années 90. Elle est pourtant devenue graduellement le principal partenaire (premier ou deuxième rang) de chacun des pays de cette région. Elle a réglé les contentieux frontaliers qui subsistaient avec le Kazakhstan (1994), le Kirghizistan (1996) et le Tadjikistan (2002), Le seul point de tension entre Pékin, Astana et Bichkek portait sur les Ouïghours, dont le dynamisme de la communauté hors de Chine (300 000 personnes environ en Asie centrale) inquiète la Chine. Pékin a finalement obtenu l'interdiction des groupes indépendantistes ouïghours. La clarification du tracé des frontières a permis le développement du commerce ; en une vingtaine d'année, les échanges ont bondi de quelques centaines de millions d'euros à 27 milliards d'euros en 2013, y compris en Afghanistan où Pékin a remporté l'appel d'offre pour l'exploitation de la gigantesque mine de cuivre d'Aynak. Pour amplifier ses revenus commerciaux, la Chine apporte une aide considérable à la rénovation des réseaux routiers, principalement ceux orientés selon un axe Est-Ouest. Elle s'efforce désormais de jouer le rôle d'un acteur clé de la sécurité en Asie centrale par le biais de l'Organisation de coopération de Shanghai dont les résultats sont encore trop modestes pour faire l'objet d'une appréciation. Le maître mot de la politique chinoise en Asie centrale est *stabilité*, ce qui fait de Pékin un partenaire apprécié dans cette région.

A la différence des autres puissances, la Russie a une vision claire de l'Asie centrale dans le domaine militaire, car elle constitue pour elle un espace de sécurité, notamment à l'heure où la FIAS va se désengager d'Afghanistan. Moscou se prépare à tous les scénarii, y compris à un retour des taliban ou à une poussée vers le Nord de l'Asie de leurs alliés idéologiques. Le dispositif militaire mis en place par la Russie par des accords bilatéraux, notamment au Tadjikistan et au Kirghizistan, et *via* l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) vise à faire face à toute résurgence du terrorisme et à sécuriser les frontières des pays d'Asie centrale. En dehors de ce domaine, la Russie souhaite demeurer la voie de passage du commerce entre l'Asie et l'Europe et conserver la maîtrise des ressources en hydrocarbures de la région. Elle souhaite limiter l'accès des pays occidentaux au pétrole kazakh et turkmène afin de conserver une large marge de manœuvre dans ses contrats d'exportation avec les pays européens. Politiquement, le soutien de Moscou aux Gouvernements en place lui permet de maintenir une large influence dans les appareils des Etats d'Asie centrale, mais il n'en est pas de même dans les sociétés, où les populations se tournent plus volontiers vers la Chine, l'Europe, la Turquie ou l'Iran, pour de multiples raisons, la principale étant l'impression de ne pas être perçus comme des alliés à part entière. Il reste que la Russie est un partenaire incontournable, qui sait en outre user de la dette extérieure de ses alliés pour obtenir divers avantages...

Outre les grandes puissances, plusieurs acteurs jouent un rôle croissant grâce à de bonnes relations bilatérales avec les pays d'Asie centrale : la Turquie au Kazakhstan et au Turkménistan par ses entreprises dans le secteur des travaux publics ; l'Iran dans l'Ouest de l'Afghanistan, en utilisant les Hazaras comme levier, ainsi qu'au Tadjikistan grâce à ses investissements économiques ; l'Inde, devenue le second partenaire de l'Afghanistan ; le Pakistan, au Sud de l'Afghanistan, évidemment par le biais des Pachtounes.

Les pays d'Asie centrale s'efforcent pour leur part de maintenir un équilibre entre l'ensemble de leurs partenaires. Proches linguistiquement, culturellement et religieusement de la Turquie ou de l'Iran avec lesquels ils commercent activement, ils doivent impérativement nourrir de bonnes relations avec les grands voisins que sont la Chine et la Russie (Astana relaie ainsi les initiatives de Moscou en Asie centrale), sans pour autant s'aliéner l'amitié des Etats-Unis. Dans un monde d'interdépendance, cette stratégie à multiples facettes permet aux pays qui en ont les moyens financiers ou démographiques d'éviter un dialogue exclusif avec un allié qui peut se révéler trop exigeant. Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan disposent de cet avantage, à la différence de leurs autres voisins. L'Afghanistan s'efforce également de jouer la carte du multilatéralisme afin d'échapper à l'influence de Washington et d'Islamabad.

En 2014, la stabilité de la région dépendra en grande partie de la façon dont évoluera l'Afghanistan, à la suite des élections présidentielles et à l'issue du retrait des forces de la FIAS. Votre Représentant spécial rappellera dans le II du présent document les risques induits par l'insécurité en Afghanistan. Le retrait militaire précité constitue également un facteur de rivalité entre Etats d'Asie centrale car environ 120 000 containers et 70 000 véhicules doivent y transiter. Les Etats sont en concurrence pour proposer leur soutien logistique en échange de fournitures de matériel militaire.

## II- Les conséquences du conflit afghan pour l'Asie centrale

Une part notable des tensions en Asie centrale est due à la persistance du conflit afghan. Ce terme générique englobe à la fois les accrochages entre les taliban et les troupes de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) et la lutte entre les différentes factions afghanes. Rappelons ici le facteur essentiel qui explique l'importance de l'Afghanistan pour l'Asie centrale : l'ensemble des ethnies qui peuplent l'Afghanistan vivent pour la presque totalité d'entre elles sur le territoire afghan et dans les pays voisins. Ainsi en est-il des Pachtounes (Afghanistan et Pakistan), des Ouzbeks, des Tadjiks ou encore des Hazaras (Afghanistan et Iran). Pour ces derniers, les frontières tracées au XIX<sup>ème</sup> siècle délimitent certes un Etat mais non la réalité sociologique qu'ils vivent quotidiennement.

Les conflits entre Sunnites d'Afghanistan, entre Chiites et Sunnites également, les luttes d'influence entre Kaboul, la Choura de Quetta ou encore entre partis politiques afghans ont des conséquences sur l'ensemble de l'Asie centrale. L'importance du trafic de drogue crée en outre un risque de déséquilibre économique dans les pays de transit de ce trafic, avec l'implantation ou le renforcement de systèmes mafieux et l'injection de liquidités sans rapport avec l'économie réelle.

L'OSCE ne joue pas un rôle central en Afghanistan, pour des raisons historiques, mais ce pays fait partie de ses partenaires asiatiques depuis avril 2003. Le Conseil ministériel de Madrid en 2007, puis celui de Vilnius en 2011, ont amplifié l'engagement de l'organisation, qui s'exerce principalement *via* des contributions extra budgétaires (projets d'assistance pour la gestion des frontières et des douanes, lutte contre les stupéfiants) et l'assistance électorale.

### *a) 2014, année d'incertitudes*

L'année 2014 sera marquée par l'élection du successeur de M. Hamid Karzaï à la tête de l'Etat et par la réduction à un niveau minimal des troupes de la FIAS.

La clôture du dépôt des candidatures pour l'élection présidentielle est intervenue le 6 octobre 2013. Le premier tour de cette élection se tiendra le 5 avril prochain et désignera le successeur de M. Hamid Karzaï, qui a dirigé son pays depuis le renversement des taliban en décembre 2001. Rappelons que la communauté internationale, notamment à travers le projet « *Elect* » du PNUD, consacre d'importants moyens à la préparation de cette élection (environ 340 millions de dollars). L'élection se déroulera dans une atmosphère d'incertitude, principalement sur un plan sécuritaire puisque 2014 marquera la fin du processus de retrait des troupes de la FIAS. Les forces armées et la police afghanes (352 000 hommes) sont censées prendre la totale responsabilité de la lutte contre les taliban tandis que la coalition internationale (87 000 soldats à la fin de 2013, dont 52 000 Américains) – doit réduire les effectifs des troupes internationales à un niveau restant à déterminer (les Etats-Unis n'ayant pas encore déterminé le volume de leurs troupes sur place). Elles se consacreront essentiellement à la formation des unités afghanes. La question principale est la capacité des forces afghanes à conduire des combats sans supervision de la FIAS. D'après les officiels

américains, ces forces ont démontré une capacité supérieure aux attentes. Il subsiste pourtant des doutes sur leur aptitude à résister à une insurrection qui redoublera d'intensité après le départ de la FIAS. Les unités afghanes souffrent en effet de l'inexistence d'un appui aérien, de la faiblesse de la planification stratégique, mais risquent surtout d'être à la fois infiltrées par des éléments hostiles et d'être affaiblies par des défections, pour des raisons ethniques ou financières.

Les Gouvernements des pays membres de l'OTAN, dont les forces ont composé l'essentiel de la FIAS, rappellent régulièrement que le retour de la paix en Afghanistan, après 34 ans de guerre, passe par un compromis entre les forces politiques de ce pays. Cet objectif semble lointain, au regard du niveau de violence enregistré en 2013, largement en hausse par rapport à 2012. Les taliban ont déclenché une *offensive de printemps* particulièrement meurtrière. Durant le premier trimestre, le nombre de leurs attaques a augmenté de 47 % par rapport à la même période en 2012. En mai et juin, les insurgés ont une nouvelle fois mené des actions au cœur de Kaboul, avec deux opérations, l'une contre le palais présidentiel, l'autre contre la base militaire voisine de Bagram (ils avaient attaqué la Loya Jirga, l'une des deux chambres du Parlement en 2012). Il convient de noter que plusieurs opérations émanent du Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar, ancien Premier ministre sous le régime taliban, ce qui montre la persistance du fondamentalisme en Afghanistan. Les taliban ont également été très actifs dans la province d'Helmand (d'où ils avaient été chassés en 2011) et dans la province de Faryab, qui constitue pour eux une voie d'accès vers le Nord de l'Afghanistan, où ils sont plus faiblement implantés.

Dans ce contexte sécuritaire tendu, la préparation de l'élection présidentielle confirme que la politique afghane est dominée par la nécessité d'un équilibre entre ethnies plutôt que par des allégeances à des partis dont l'idéologie est floue. Les équipes de candidats en lice (un candidat à la présidence avec deux candidats aux vice-présidences) associent en règle générale des représentants des communautés pachtoune, tadjike, ouzbèke et hazara. Les candidats ont besoin du soutien des chefs de clan qui détiennent la réalité du pouvoir sur le terrain et qui sont en mesure, par leur puissance, d'orienter les votes.

Parmi les 27 candidats, 3 retiennent plus particulièrement l'attention : M. Abdullah Abdullah, ancien ministre des Affaires étrangères et adversaire en 2009 de M. Karzaï, qu'il avait contraint à un second tour. Pour nombre d'observateurs, ses chances sont toutefois limitées par le fait qu'il n'appartient pas intégralement à la communauté pachtoune - bien qu'ayant une ascendance pachtoune par son père -, handicap majeur dans un pays où cette ethnie prédomine (environ 40 % de la population) et qui a fourni, *via* les dynasties de Kandahar, la plupart des souverains afghans depuis le XVIIIe siècle. Les trois autres candidats peuvent en revanche être mieux acceptés par les Pachtounes : l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Zalmay Rassoul et M. Qayum Karzaï, frère aîné du Président, longtemps en charge des contacts discrets avec les dirigeants taliban par l'intermédiaire de l'Arabie saoudite. Il apparaît évident que M. Hamid Karzaï cherchera à exercer ou à conserver une influence sur le Président nouvellement élu, afin de protéger son héritage politique et de poursuivre le financement de ses alliés.

## *b) Une stabilisation politique difficile à conduire*

Les forces politiques afghanes se répartissent en deux catégories : celles qui acceptent l'ordre constitutionnel mis en place après l'intervention internationale contre le régime des taliban, et celles qui le rejettent, pour des raisons idéologiques.

Ces deux forces se combattent militairement, mais conformément à une vieille tradition afghane, n'ont jamais rompu complètement un dialogue que les Etats membres de la FIAS ont encouragé. Jusqu'à présent, l'échec de ce dialogue, le plus souvent secret, montre à quel point les positions des protagonistes sont difficilement conciliables. L'épisode de Doha, au premier semestre de 2013, en est l'illustration : Le Gouvernement afghan, les taliban et les Etats-Unis opéraient une nouvelle tentative de rapprochement, par l'intermédiaire du Qatar, qui en l'espèce, agissait pour le compte des Américains en acceptant l'ouverture à Doha d'un bureau de représentation des taliban. Mais il n'a pas été possible d'entamer des négociations sérieuses. Le Gouvernement afghan ne pouvait accepter que ce bureau adopte des symboles de souveraineté (drapeau, hymne, référence à l'Emirat islamique d'Afghanistan, nom officiel du pays sous le régime taliban). De leur côté, les taliban souhaitaient discuter avec les Américains, seuls détenteurs à leurs yeux d'une puissance militaire crédible, alors que ces derniers aspiraient à démontrer qu'une solution inter afghane était possible.

Rappelons qu'il ne s'agissait pas de la première tentative : à la fin de 2012, des émissaires du mouvement taliban avaient participé à une réunion avec des représentants du Gouvernement afghan et de l'opposition légale à huis clos à Chantilly sous l'égide de la France. En outre, les taliban ont entretenu au début de 2012 des contacts avec les Américains. Toutefois, en acceptant à de multiples reprises d'ouvrir des négociations, les taliban semblent avant tout décidés à gagner du temps car ils ont fait savoir à plusieurs reprises qu'ils n'avaient pas l'intention d'arrêter leurs attaques.

L'échec d'une amorce des pourparlers de paix, le 18 juin 2013, à Doha, a confirmé l'impasse dans laquelle se trouve la crise afghane. Impasse dangereuse s'il en est alors que la FIAS accélère son désengagement, qui doit s'achever à la fin de 2014. Sans solution politique, l'Afghanistan risque une nouvelle fragmentation ethnique et religieuse susceptible de déstabiliser une partie de l'Asie centrale.

Les risques pour l'Asie centrale sont clairement identifiés et ont été exposés à la fin de 2013 lors d'une conférence à Bichkek, qui réunissait des diplomates, des spécialistes du Moyen Orient, des politologues et des journalistes, soit plus de 130 participants. Ces participants ont esquissé des scénarii sur l'avenir de l'Afghanistan après le retrait des troupes de la FIAS. Ils craignent principalement que les organisations internationales terroristes puissent élargir leur activité et que le flux de drogue puisse augmenter. Pour résister à ces menaces, les participants à la conférence à Bichkek ont appelé la communauté internationale à renouveler l'aide financière dont bénéficie l'Afghanistan. Seule l'existence d'un pouvoir fort doté d'une véritable armée permettra de rétablir la sécurité en Asie centrale. Le secrétaire général de l'OTSC, M. Nikolai Bordouja, a ainsi déclaré : « *Je ne cacherai pas que nous nous préparons à un développement de la situation non souhaité. Et à des*

*conséquences négatives par rapport à ce qui se passe aujourd'hui en Afghanistan. On prend des mesures concrètes contre cela. Il y a des plans. Ces plans se réalisent. Les chefs des Etats membres de l'organisation du traité de sécurité collective y accordent beaucoup d'attention. Ces dernières années, à chacune des rencontres, le problème de l'Afghanistan a été examiné, et de façon très concrète ».*

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Miroslav Entcha, a attiré l'attention des participants sur le fait que malgré l'aide actuelle de la communauté internationale, il sera nécessaire d'accroître les efforts. Autrement, le pays se retrouvera seul face à ses problèmes internes. Il pourrait en résulter une croissance brutale du nombre de réfugiés, comme au temps où les taliban étaient au pouvoir. Les réfugiés se dirigeront prioritairement au Pakistan et dans les Etats membres de l'OTSC. D'après le représentant du Haut Commissaire de l'ONU pour les affaires des réfugiés en Asie Centrale, M. Saber Azam, de nombreux Afghans souhaiteraient quitter leur pays. Au risque politique qu'ils anticipent dans un proche avenir s'ajoutent des problèmes récurrents : logement, alimentation, assistance médicale... L'afflux de réfugiés risque de favoriser la pénétration d'armes et de drogues en Asie centrale, comme l'a évoqué le ministre des Affaires étrangères du Kirghizistan, M. Erlan Abdyladaev, lors de son intervention.

Les principaux itinéraires régionaux d'acheminement des substances narcotiques transitent par le Kirghizistan. Ce pays, malgré la mise en place d'une politique de lutte contre les trafics, ne parvient pas à les endiguer et a besoin de l'aide de ses alliés. La menace d'expansion de l'islamisme radical subsiste également. Une multitude de camps servant de formation aux terroristes sont de nouveau en place en Afghanistan, obligeant les pays d'Asie centrale renforcer leurs frontières.

### *c) Le poids de l'opium dans l'économie et dans la politique afghanes*

Lors du séminaire Rose-Roth organisé à Bichkek par l'AP- OTAN, auquel a participé votre Représentant spécial, l'accent a une nouvelle fois été mis sur la progression constante de la culture du pavot en Afghanistan. Le niveau de la richesse tirée du trafic d'opium a atteint des records depuis 2001. Selon le dernier rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), publié le 15 avril 2013, la culture du pavot, d'où l'opium est extrait, s'est accrue pour la troisième année consécutive. L'Afghanistan assure 90 % de la production mondiale, ce qui représente, tant en 2011 qu'en 2012, 60 % du PIB afghan. Les experts de cet office ont parcouru 546 villages pendant l'automne 2012, au moment des semailles puis en février et mars, lorsque la culture devient intensive. Ils ont constaté que l'espace consacré au pavot avait augmenté de 30 % par rapport à 2012.

Une très grande majorité des fermiers interrogés ont indiqué qu'ils avaient développé cette culture en raison du prix élevé qui leur est proposé à l'achat, par rapport aux autres cultures. Un villageois afghan peut espérer 0,41 dollar par kilo de blé contre 160 dollars par kilo d'opium frais et 203 dollars pour de l'opium séché, à partir duquel est produite la morphine. Ces incitations financières interviennent en deux étapes : avant la récolte du pavot, pour fournir un revenu aux paysans, puis lors de l'achat de la récolte. Par ce levier, les taliban et autres seigneurs de guerre contrôlent des populations, maintenant un climat d'insécurité dans le pays comme le note le rapport de l'UNODC et s'assurant de nombreuses

voix lors des élections, car les bénéficiaires des trafics permettent à ceux qui les dirigent d'exercer des fonctions politiques. L'UNODC estime que 60 % des élus, qu'ils soient locaux ou nationaux, ont un intérêt direct au maintien de la production d'opium.

Il existe une forte corrélation entre le niveau de violence et l'extension de la culture du pavot. En 2013, la production d'opium a progressé dans douze provinces du pays. Si cette progression n'étonnera personne dans les provinces traditionnellement sous influence talibane (Kandahar, Helmand, Uruzgan, Zaboul), l'Ouest du pays, habituellement calme, a connu une résurgence d'événements sanglants en 2013, qui coïncide avec la croissance des surfaces consacrées au pavot. Le constat est néanmoins alarmant pour l'avenir de l'Afghanistan lorsque l'on observe que les talibans – donc principalement les Pachtounes – ne sont pas les seuls à s'adonner au trafic, mais que d'autres ethnies (Tadjiks, Hazaras) en font désormais une source de financement.

La porosité des frontières afghanes transforme cette question, au départ nationale, en problème international, notamment pour les pays d'Asie centrale qui constituent des voies de transit comme le Tadjikistan et le Kirghizistan. Ces pays connaissent en effet des difficultés économiques et sociales qui sont autant de tentations, pour une partie de leur population, à se joindre au trafic de drogue. Par ailleurs, les bénéficiaires tirés de la transformation du pavot sont si élevés qu'ils génèrent un climat de violence rendant impossible la stabilisation de l'Afghanistan. Enfin, le retrait des forces de la FIAS va diminuer le montant des contributions financières dont bénéficiait le Gouvernement à Kaboul, ce qui « valorise » l'intérêt des forces politiques afghanes à disposer d'une source de financement certes occulte, mais d'un niveau considérable. Sans possibilité d'agir, la communauté internationale pourrait ainsi s'accommoder d'un trafic devenu la principale source de revenu pour l'Afghanistan.

### III- Tadjikistan

---

Le Tadjikistan est le pays le plus pauvre de la CEI (43 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour) alors que sa population est jeune (40 % a moins de 15 ans). Il abrite une minorité ouzbèke qui représente environ 9 % des habitants. Le pays compte également d'importantes communautés à l'étranger, parfois plus nombreuses que dans le pays, tout particulièrement en Ouzbékistan (7 millions dans la région de Samarkande) et en Afghanistan (de 9 à 10 millions).

Le Tadjikistan est confronté à un risque lié au fondamentalisme religieux. Le Hizb-ut-Tahrir reste actif dans toute l'Asie centrale, notamment auprès de la jeunesse. De nombreux Tadjiks sont encore profondément marqués par la guerre civile, mais les jeunes nés après cette période pourraient être séduits par un discours radical. Les mesures prises par le Président visant à lutter contre le développement de l'extrémisme religieux (rapatriement des étudiants étrangers vers leur pays d'origine : Pakistan, pays du Golfe et Maghreb), contrôles des imams et des prêches, fermeture des mosquées, nombreuses arrestations de manifestants accusés de prosélytisme sont perçues de manière variable par la population.

*a) Une politique étrangère axée sur les questions de sécurité*

On rappellera que le Tadjikistan avait apporté son soutien à la coalition internationale à la suite des attentats du 11 septembre 2001, marquant clairement sa volonté de lutter contre le terrorisme. Il avait en conséquence accordé des facilités aux Etats-Unis et à leurs alliés, parmi lesquels la France dont le détachement aérien a été basé sur l'aéroport de Douchanbé. La question afghane est évidemment au cœur des préoccupations de Douchanbé, qui a toujours soutenu l'Alliance du Nord (dominée par les Tadjiks de la vallée du Panchir). Alors que le pays continue de faire face à une forte pauvreté et à l'absence de développement économique, il subit les effets de l'instabilité en Afghanistan, notamment l'explosion du trafic de drogue (1200 km de frontières communes). Le Tadjikistan est le principal pays de transit de la « voie du Nord », avec le passage d'environ 100 tonnes d'héroïne chaque année.

Les relations avec l'Ouzbékistan restent tendues. Alors que Douchanbé dépend de Tachkent pour son approvisionnement en énergie, les différends sur le partage des ressources en eau demeurent. L'Ouzbékistan s'oppose très fermement à la construction du grand barrage de Roghun et menace Douchanbé de conflit en cas de poursuite des travaux. Outre le blocage régulier du fret ferroviaire à destination du Tadjikistan par Tachkent, les Tadjiks sont toujours soumis à une obligation de visa pour se rendre en Ouzbékistan ou pour passer entre le Nord et le Sud du pays du fait du réseau routier et ferré hérité de l'époque soviétique.

Les relations bilatérales vont en revanche dans le sens d'un apaisement avec le Kirghizistan. Certes les tensions interethniques survenues dans le Sud du Kirghizistan en 2010 et dans une moindre mesure en 2013 demeurent un sujet difficile à résoudre, mais les inquiétudes des deux pays face à l'évolution de la situation en Afghanistan et à la porosité de leurs frontières ont relancé leur dialogue. Ils ont ainsi signé un protocole le 16 janvier 2014 pour prévenir et résoudre tout conflit dans les zones frontalières qu'ils se disputent.

Les relations bilatérales sont au beau fixe avec la Chine. Le Parlement tadjik a ratifié le 12 janvier 2011 un protocole sur la démarcation et la délimitation de sa frontière avec ce pays. Prévoyant la cession de 1.000 km<sup>2</sup> de son territoire à Pékin, cet accord met fin à une contestation territoriale chinoise datant d'avant la création de l'URSS et qui concernait initialement 28.500 km<sup>2</sup>, situés dans le Pamir. Pékin a également obtenu l'autorisation d'envoyer des Chinois travailler dans les champs de coton et de riz dans la province de Kathlon.

La Chine est désormais le premier investisseur au Tadjikistan, construisant des routes et des lignes électriques et accordant à Douchanbé des aides financières. Le Tadjikistan est également très favorable au développement d'autres grands projets régionaux chinois, comme la construction d'une ligne de chemin de fer entre Kashgar et Herat.

La sécurité du Tadjikistan repose essentiellement sur son alliance avec la Russie, avec notamment la présence de la 201<sup>ème</sup> division de fusiliers motorisés (l'une des plus importantes sur un territoire étranger avec 5000 hommes) dont le bail a été renouvelé pour 30 ans en septembre 2012, ainsi que le site d'observation de l'espace *Okno* près de Nourek. Douchanbé a par ailleurs cédé la base aérienne de Ghissar. 200 conseillers russes sont présents à Douchanbé pour renforcer la sécurité à la frontière avec l'Afghanistan.

La Russie demeure un partenaire économique de premier plan et reçoit de très nombreux migrants, dont les transferts financiers assurent 50 % du PIB du Tadjikistan. L'université russe à Douchanbé contribue à maintenir une présence culturelle et intellectuelle, alors que la minorité russe représente désormais moins de 8 % de la population tadjike.

*b) Le développement de la coopération régionale et internationale*

Le Tadjikistan s'efforce de développer ses relations avec ses voisins et avec les grandes puissances eurasiatiques *via* son appartenance à plusieurs instances multilatérales : OSCE, Organisation du traité de sécurité collective. En outre, Douchanbé accorde une grande importance aux réunions quadrilatérales entre la Russie, le Pakistan l'Afghanistan et le Tadjikistan. Organisées annuellement depuis 2010 sur l'initiative de Moscou, elles visent à promouvoir la coopération régionale.

Le Tadjikistan aspire également à promouvoir un dialogue régional sur l'eau, avec la tenue de plusieurs conférences sur ce thème à Douchanbé : forum de l'eau pure en 2003; conférence internationale sur le thème de la coopération dans les bassins transfrontaliers le 30 mai 2005, conférences sur l'eau en juin 2010 ainsi que les 20 et 21 août 2013, à laquelle votre Représentant spécial a participé.

Le principal projet régional concernant l'exploitation des ressources hydrauliques (CASA 1000) prévoit l'exportation d'hydro-électricité kirghize (2000MW) et tadjike (1000MW) vers l'Afghanistan et le Pakistan en période estivale. Le Tadjikistan compte sur la finalisation du projet de barrage de Roghun (4000MW), construit à 60 % durant la période soviétique pour devenir autosuffisant. Compte tenu des tensions avec l'Ouzbékistan sur la question de ce barrage, la Banque mondiale devrait fournir en 2013 une expertise technique, économique et environnementale sur la réhabilitation de l'ouvrage.

*c) Une situation économique encore difficile*

Le Tadjikistan est un pays enclavé, dont le relief rend difficile tout projet d'infrastructures. Sa population sera contrainte à l'émigration tant que les projets d'infrastructures, dont les bénéfices se diffuseront à l'ensemble de l'économie, ne seront pas réalisés.

Le développement des infrastructures routières est essentiel. La Chine finance notamment plusieurs projets comme la route reliant le centre du pays à la région du Xinjiang par le col de Kulma... Le coton (16 % des exportations tadjikes) et l'aluminium (61 % des exportations) dominent l'économie du Tadjikistan qui dépend par ailleurs de ses importations tant pour les produits alimentaires que pour l'énergie (16,5 % des importations notamment du Kazakhstan, d'Ouzbékistan et du Turkménistan).

La part de l'agriculture dans le PIB diminue mais elle emploie toujours 49,8 % de la population active. Les secteurs de la construction et de la banque sont en forte croissance. Les réformes et les investissements dépendent largement des pays étrangers (Chine, Russie et Turquie principalement) et des institutions financières internationales. L'aide internationale se heurte aux capacités limitées d'absorption des financements par le tissu local, qui manque d'entreprise, mais aussi à la corruption, problème dont les autorités sont conscientes puisqu'elles avaient ainsi accepté en 2008 de procéder à un audit international

de la banque nationale et des entreprises publiques Barki–Tojik (électricité) et Talco (aluminium).

*d) Une coopération active avec l'OSCE*

Compte tenu des nombreux problèmes auxquels fait face le Tadjikistan, le bureau de l'OSCE à Douchanbé est extrêmement actif. Il intervient dans de nombreux domaines. Quatre d'entre eux méritent d'être particulièrement soulignés : la sécurité aux frontières, la lutte contre le terrorisme, la lutte contre les trafics humains et le déminage.

La longueur des frontières avec l'Afghanistan est le principal défi des forces et des douanes tadjikes. Outre les trafics de drogue et d'êtres humains, largement connus, la contrebande de produits s'est développée ces dernières années, privant l'Etat de ressources douanières. Le Gouvernement tadjik a adopté en 2010 une stratégie nationale de gestion de ses frontières qui donne à son administration un cadre d'action précis jusqu'en 2025. L'objectif est de renforcer la sécurité grâce à la coopération régionale, en respectant les droits de l'homme. L'OSCE a participé à la formation des officiers tadjiks et afghans pour détecter les mouvements illégaux de personnes et les précurseurs, produits indispensables à la fabrication des drogues, qui passent par la Chine et le Kirghizistan. La coopération régionale se traduit par plusieurs séminaires sous l'égide de l'OSCE, réunissant des officiers tadjiks, afghans et kirghizes.

La lutte contre le terrorisme est inséparable de la lutte contre le crime organisé, car la frontière entre ces deux formes de violence est très ténue. Les combattre nécessite des moyens spécifiques de surveillance et d'analyse, ainsi qu'une réforme de la police. L'OSCE assiste les autorités tadjikes dans ce processus, en mettant l'accent sur les relations de confiance qu'il convient d'établir entre la population et la police. Associer les habitants à la lutte contre le terrorisme est l'un des meilleurs moyens pour percevoir la radicalisation de certains individus ou détecter des mouvements suspects de personnes ou de marchandises.

Le Tadjikistan est particulièrement vulnérable, pour ce qui concerne les trafics humains. Sa jeune population est en partie obligée d'émigrer ; femmes, hommes et enfants peuvent devenir des proies faciles pour des trafiquants qui les contraindront ensuite à la prostitution ou au travail forcé. L'OSCE et le Gouvernement tadjik coopèrent sur la base de deux documents, le bureau de Douchanbé veillant à la cohérence de la politique tadjike avec les standards internationaux. Le bureau participe au renforcement des capacités de la police tadjike par de multiples sessions de formation (particulièrement entre 2008 et 2010) et organise chaque trimestre des réunions de haut niveau rassemblant des représentants du Gouvernement, des ONG internationales et nationales. Il apporte enfin son assistance financière aux officiers tadjiks qui ont besoin de participer à des réunions régionales ou internationales pour lutter contre les trafics humains.

Le déminage est un problème peu connu mais 7,5 millions de mètres carrés sont soupçonnés d'abriter des mines. 850 personnes ont déjà été blessées ou tuées à leur contact, ce qui rend urgente la résolution du problème. L'OSCE assiste le Tadjikistan dans le cadre de la convention d'Ottawa. Le programme d'action contre les mines a été établi en 2003 avec pour objectif de renforcer la solidarité régionale autour du Tadjikistan et de renforcer l'expertise et les capacités nationales de déminage. A ce jour, 14 000 mines ont été neutralisées.

## IV- Kirghizistan

---

### a) Une situation politique intérieure stabilisée

La situation politique intérieure du Kirghizistan a été marquée par le référendum constitutionnel du 27 juin 2010, qui a instauré le premier régime semi-parlementaire d'Asie centrale. Malgré les tensions persistantes dans le Sud, les élections législatives ont pu se tenir le 10 octobre 2010 et ont été saluées par la communauté internationale et l'OSCE pour leur pluralisme et leur respect des règles démocratiques dans leur ensemble. On rappellera que le Bureau international de la défense des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE avait envoyé plus de 300 observateurs sur place et avait vivement apprécié que « *la campagne ait été ouverte et ait respecté les libertés fondamentales* ». Il avait néanmoins regretté « *des irrégularités significatives* », en particulier lors du décompte des voix.

Les élections législatives ont montré un fort émiettement de l'électorat : 5 partis ont obtenus des sièges au Parlement, sur 32 enregistrés : Ata Jurt (parti proche de l'ancien Président Bakiev mené par M. Tachiev, 8,47 % des votes / 29 sièges), SDPK (Parti social démocrate d'Atambaiev, 26 sièges), Ar Namys (Koulov, 25 sièges), Respublika (Babanov, 23 sièges) et Ata Meken (Tekebaiev, 19 sièges). La dispersion des voix a rendu difficile la conclusion d'un accord de coalition en vue de doter le pays d'un Gouvernement stable. Ce dernier s'est finalement formé sur la base d'un accord entre le SDPK, Respublika et Ata Meken, rejoints ultérieurement par Ar Namys.

L'élection présidentielle du 30 octobre 2011 a été remportée par M. Atambaev, Premier ministre sortant (SDPK), dès le premier tour avec 62,52 % des voix. Ses adversaires principaux étaient M. Madoumarov, représentant des Kirghizes du Sud du pays et proche de l'ancien président Bakiev, et M. Tachiev, chef d'Ata Jourt qui ont obtenu respectivement un peu moins de 15 % des voix. Le taux de participation avoisinait 60 %.

Le Premier ministre, M. Babanov, a été contraint à la démission à la fin du mois d'août 2012, lorsque Ata Meken et Ar Namys se sont retirés de la coalition à la suite de divers scandales. La nouvelle équipe gouvernementale, conduite par M. Satybaliev, a été formée par le SDPK, Ar Namys et Ata Meken et investie le 6 septembre.

### b) D'importants problèmes de sécurité intérieure

Le Kirghizistan est confronté à des enjeux sécuritaires majeurs qui dépassent largement le cadre de ses frontières : trafic de stupéfiants en provenance d'Afghanistan (« voie du Nord »), criminalité organisée et menaces islamistes. S'ajoutent à ces menaces l'instabilité des frontières. Ce problème est largement connu au sein de l'AP-OSCE, mais il est regrettable qu'une négociation ne puisse apporter une solution sur l'avenir des enclaves dans le Sud (Barak - village sous administration kirghize en Ouzbékistan- Sokh et Chakhimardan - enclaves ouzbèkes au Kirghizistan - et Voroukh - enclave tadjike au Kirghizistan). Ces problèmes ravivent en permanence les tensions avec l'Ouzbékistan et, dans une moindre mesure, le Tadjikistan.

Ainsi, des affrontements entre citoyens kirghizes et ouzbeks se sont déroulés le 5 janvier 2013 dans l'enclave ouzbèke de Sokh, faisant plusieurs blessés dans les deux camps. Ces violences n'avaient certes pas l'ampleur de celles de juin 2011, qui ont fait de nombreuses victimes, provoqué des pillages et le déplacement de milliers de personnes mais elles étaient suffisamment sérieuses pour que la présidence en exercice de l'OSCE, l'Ukraine, publie un communiqué appelant au dépôt des armes et au dialogue. Le calme est revenu à Sokh. Néanmoins les postes frontières entre le Kirghizstan et l'Ouzbékistan dans la région de Batken restent temporairement fermés.

#### *c) La situation des droits de l'homme*

La situation précaire en matière de droits de l'Homme prouve la nécessité d'une réforme en profondeur des appareils policier et judiciaire. Le 13 novembre 2012, une délégation européenne a rendu visite à Azimjan Askarov, journaliste et défenseur des droits de l'homme d'ethnie ouzbèke, qui avait été arrêté en juin 2010, alors qu'il enquêtait sur les violences à Och. Condamné à la prison à perpétuité par la Cour suprême en décembre 2011, M. Askarov a reçu, le 19 novembre 2012, le "Prix international de la liberté de la presse" attribué par le Comité pour la Protection des Journalistes (CPJ) à New York. La Présidente du Kirghizstan, Mme Roza Otounbaëva, a elle-même à plusieurs reprises appelé le ministère de la justice à enquêter de manière plus approfondie sur des faits de torture ou de mauvais traitements de la part des forces de sécurité.

#### *d) La situation économique*

Le Kirghizstan souffre de trois handicaps structurels : étroitesse du marché, enclavement et dépendance énergétique. S'y ajoute le poids de la dette et une diversification insuffisante des exportations. Ces dernières dépendent à 60 % des métaux précieux et de produits minéraux. L'activité économique est largement dépendante de la production de la mine d'or de Kumtor, qui assure à elle seule 15 % du PIB.

Une grande part des flux financiers entrants provient des transferts monétaires des Kirghizes expatriés (environ 35 % du PIB), très présents dans le secteur de la construction en Russie et au Kazakhstan. Le Kirghizstan reste par ailleurs marqué par l'importance de son économie souterraine, qui représenterait la moitié du PIB.

Le Kirghizstan a été le premier Etat de la Communauté des Etats indépendants (CEI) à accéder à l'OMC en 1998, grâce à son engagement résolu dans un processus des réformes et de privatisations (75 % du PIB). Il a également modernisé son système bancaire qui reste cependant de taille très modeste.

En 2013, le Kirghizstan table escomptait une croissance du PIB au-delà de 7 % grâce notamment au rattrapage de la production industrielle très affectée en 2012 par la chute d'activité de la mine d'or de Kumtor et au secteur de la construction. Le budget 2013 prévoyait une baisse des recettes (1,414 milliard d'euros) et des dépenses (1,69 milliard d'euros). Le taux d'inflation devait être contenu à 8 % en 2013.

Le secteur agricole représente 20 % du PIB et emploie 50 % de la population active. Celle-ci se caractérise par un chômage affectant au premier chef les régions méridionales et les jeunes. Avec un taux de pauvreté de 32 %, le Kirghizstan doit faire face comme le Tadjikistan à d'importants défis sociaux.

La hausse du coût d'importation du pétrole russe et des matériels nécessaires au développement de Kumtor, ainsi que les difficultés croissantes à l'exportation vers ou *via* le Kazakhstan maintiennent le déficit commercial à un niveau élevé, autour de 1,9 milliards de dollars. Face à ces difficultés économiques, la Russie accorde depuis 2010 une aide financière massive (environ 2 milliards de dollars). Par ailleurs, Bichkek a obtenu de Moscou la levée des taxes sur les hydrocarbures depuis 2011, ainsi que l'annulation de sa dette. Le pays recourt également à l'aide des bailleurs de fonds internationaux pour financer le déficit budgétaire (6,7 % du PIB en 2011 contre 5,1 % en 2010 et 1,4 % en 2009).

#### *e) D'importants progrès vers les objectifs de l'OSCE*

Malgré de nombreux problèmes politiques et économiques, le Kirghizstan fait preuve d'une indéniable volonté de respecter les valeurs et les objectifs de l'OSCE. Plusieurs actions, conduites avec l'aide de la représentation de l'OSCE à Bichkek, ont permis à ce pays d'enregistrer de notables progrès au cours des deux dernières années.

##### 1- la sécurisation des frontières

La sécurisation des frontières constitue un enjeu majeur pour le Kirghizstan. Il s'agit d'une question de souveraineté et de protection de sa population contre les trafics humains et la consommation de drogue. Le Kirghizstan constitue en effet la voie principale d'exportation des stupéfiants en provenance d'Afghanistan, mais il existe un risque réel qu'une partie de la drogue soit consommée dans le pays. Il est en conséquence nécessaire de l'assister afin de développer ses capacités de contrôle aux frontières.

L'OSCE a soutenu tout au long de l'année 2013 des programmes de formation des personnels des douanes kirghizes (ainsi que des douanes afghanes, qui participent à des stages à Bichkek). Un stage de trois mois a ainsi réuni des personnels de l'administration des douanes, des services pénitentiaires et de la sécurité des chemins de fer, afin qu'ils disposent de méthodes modernes pour l'entraînement des chiens, la détection de marchandises prohibées et la prévention du franchissement illégal des frontières. Un autre programme de formation a permis à des cadres de l'administration des douanes de perfectionner leurs capacités dans plusieurs domaines : scan des bagages, contrôle des documents de voyage et de transit, contrôle du poids des véhicules. La dernière session de formation en 2013 s'est achevée le 27 décembre à Leninskoe, près de Bichkek, où 30 personnes récemment recrutées ont suivi pendant un mois un stage d'identification et de détection des produits narcotiques, d'examen des containers des cargos, d'analyse des documents de douane, d'utilisation des scanners et d'analyse des images scannées.

Ce programme doit se poursuivre en 2014. A la fin de l'année, 350 personnes travaillant dans les douanes kirghizes et afghanes auront bénéficié d'une formation soutenue par l'OSCE.

## 2- la prévention des trafics humains

La prévention des trafics humains est inséparable de la sécurisation des frontières, mais également de la protection des personnes vulnérables, problème relativement aigu dans le Sud du pays, d'après les autorités kirghizes. Un plan national d'action a été mis en place pour trois ans. Parallèlement, l'OSCE et le BIDDH ont favorisé le renforcement du dialogue entre les différentes instances en charge de cette question au sein de l'Etat kirghize, lors d'une table ronde organisée le 29 novembre dernier à la représentation de l'OSCE à Bichkek, à laquelle ont participé des représentants de l'administration présidentielle, du Gouvernement, du bureau du procureur général et d'ONG. Cette réunion faisait partie d'un plan plus large de l'OSCE visant à renforcer la législation ainsi que les capacités des collectivités locales et de l'Etat dans la lutte contre les trafics et à y associer un maximum de représentants de la société.

## 3- une série d'actions en faveur des droits de l'homme

Le Kirghizistan s'est engagé dans une série d'actions en faveur du renforcement des droits de l'homme, avec l'assistance de l'OSCE. Elles concernent la protection des libertés fondamentales, l'Etat de droit, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la réforme du secteur pénitentiaire, la transparence des élections et l'égalité entre hommes et femmes.

La protection des libertés fondamentales est au cœur de l'activité de la représentation de l'OSCE à Bichkek. Ce dernier apporte tout au long de l'année son assistance à des associations et ONG agissant au sein de la société civile, pour les sensibiliser à l'évaluation des lois et à leur bonne application, notamment dans le domaine toujours sensible des droits de l'homme. S'agissant de l'Etat de droit, la représentation de l'OSCE s'efforce de promouvoir une réforme judiciaire à l'échelle locale et nationale et à assurer une justice équitable, notamment dans le Sud du pays où de nombreux progrès restent à accomplir pour l'enregistrement des plaintes.

L'action en faveur de la transparence des élections est essentiellement éducative : rappelant que les Etats membres conviennent que seul un régime démocratique peut assurer la sécurité et la stabilité, l'OSCE les encourage en permanence à respecter le document de Copenhague de 1990 afin que les élections soient libres, honnêtes et transparentes. Le Kirghizistan a accompli des progrès soulignés par le BIDDH lors des derniers scrutins. Dans un contexte où ces progrès doivent se poursuivre, la représentation de l'OSCE apporte son soutien à l'ensemble des ONG afin de les former à l'évaluation des processus électoraux.

L'égalité entre hommes et femmes est une priorité du Gouvernement kirghize, qui a mis en place une stratégie nationale pour la période allant de 2012 à 2020. La représentation de l'OSCE appuie cette politique en formant les acteurs qui peuvent en assurer le succès, notamment un réseau de femmes leaders. L'objectif est de favoriser la participation des femmes dans la vie publique, l'implication des hommes en faveur de l'égalité des sexes et la prévention des crises, grâce aux femmes, dans le Sud du pays.

## V- Mongolie

---

La Mongolie constitue un excellent exemple de la manière dont un pays, autrefois soumis à un régime autoritaire, s'enracine dans la démocratie. Le système de parti unique a duré jusqu'en 1990. Depuis cette date, le pays a connu de nombreuses élections, toutes démocratiques, et qui ont permis d'assurer en 2009 une alternance politique sans crise. Les élections législatives du 28 juin 2012 se sont déroulées sans incident notable. L'élection présidentielle de juin 2013 a eu lieu pour la première fois en présence d'observateurs de l'OSCE.

Economiquement, le pays dispose d'un fort potentiel de développement. Le PIB est encore modeste statistiquement (9,9 milliards de dollars en 2012) et dépend encore de donateurs internationaux comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale ou encore le Japon. Mais la Mongolie présente de nombreux atouts : un sous-sol riche en minerais, un cheptel important, des perspectives appréciables dans les domaines des télécommunications, du tourisme ou de l'agroalimentaire. La croissance est soutenue depuis 2002, à raison de 6,5 % en 2010, 17 % en 2011 et 11,2 % en 2012. Ces performances économiques ne doivent toutefois pas occulter la dépendance de la Mongolie à l'égard de la conjoncture mondiale, comme tout producteur de matières premières, et provoquent une dégradation de l'air et des sols, notamment par l'usage très intensif du charbon. Les autorités mongoles sont parfaitement conscientes de ces problèmes.

Les années 2000 ont marqué un infléchissement notable de la politique étrangère d'Oulan Bator. Celle-ci demeure certes fondée sur l'équilibre entre ses deux voisins, Chine et Russie, toutes deux puissances nucléaires et membres du Conseil de sécurité de l'ONU, mais la Mongolie attache une importance croissante au développement de ses relations avec d'autres pays comme les Etats-Unis, le Japon, la Corée du Sud, l'Union européenne et au sein de celle-ci, l'Allemagne et la France plus particulièrement. Ces pays sont en effet d'importants partenaires commerciaux et des donateurs bilatéraux. L'UE est devenue le troisième partenaire commercial de la Mongolie, (8,4 % de ses échanges extérieurs). La Commission européenne a ouvert un bureau technique en juin 2006 et un accord de partenariat et de coopération a été signé en avril 2013.

La Mongolie a également adhéré à de nombreuses organisations multilatérales, afin de ne pas limiter sa politique étrangère à un dialogue exclusif avec Pékin et Moscou. Elle est ainsi devenue membre de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement en juillet 2006 et du dialogue Europe – Asie (ASEM) en septembre 2006. Elle dispose d'un statut d'observateur à l'Organisation de coopération de Shanghai depuis janvier 2004 et fait partie des *douze partenaires du dialogue* de l'ARF (forum régional de l'ASEAN). La Mongolie entretient par ailleurs des relations avec l'OTAN et entend accroître sa participation aux missions internationales de maintien de la paix, notamment celles sous mandat des Nations Unies.

La politique extérieure mongole repose désormais sur plusieurs piliers dont l'objet est de mieux garantir sa sécurité et l'intégrité de son territoire. Il convient de rappeler que la

Mongolie n'a que 2,7 millions d'habitants pour un territoire d'1,5 millions de km<sup>2</sup>. Son adhésion à plusieurs organes de sécurité collective est le seul moyen dont elle dispose pour asseoir son existence sur la scène internationale.

La Mongolie avait accédé au statut de partenaire asiatique de l'OSCE en décembre 2004, avant d'en devenir le 57<sup>ème</sup> Etat membre. Cette adhésion constitue pour Oulan Bator un élément fondamental de sa politique extérieure car elle consolide son appartenance au bloc des pays ayant les valeurs démocratiques en partage et lui permet de participer aux débats d'une des plus importantes instances multilatérales au monde.

Les objectifs de l'OSCE répondent en outre à plusieurs préoccupations d'Oulan Bator, exprimées à votre Représentant spécial par la plupart des personnalités avec lesquelles il s'est entretenu. Ces préoccupations sont très précises : réforme de la police et des garde-frontières, réforme de la justice, lutte contre la corruption, prévention du trafic de drogue, gestion de l'eau, des forêts, des ressources minières, promotion des femmes et des minorités, renforcement de la liberté des médias et plus généralement formation dans le domaine des droits de l'homme.

La Mongolie a déjà atteint de très bons résultats dans les domaines précités mais recherche l'assistance de ses partenaires de l'OSCE et de l'Union européenne car elle est consciente de ne pas toujours disposer des capacités humaines nécessaires pour y faire face. Elle bénéficie depuis 20 ans d'aides bilatérales pour réformer l'appareil d'Etat (coopération avec l'Allemagne, projet avec la France pour réformer la fonction publique et la magistrature) mais souhaiterait donner une impulsion supplémentaire à l'assistance dont elle bénéficie.

C'est dans ce contexte que le ministre mongol des affaires étrangères a adressé le 30 mai dernier à son collègue ukrainien, qui assurait la présidence de l'OSCE, une demande formelle pour l'établissement d'une présence de l'OSCE dans son pays. Cette demande a été formulée en parallèle à une mission exploratoire de la présidence ukrainienne, qui s'est rendue en Mongolie du 28 mai au 1<sup>er</sup> juin 2013 et qui a recommandé la mise en place d'une mission de l'OSCE à Oulan Bator afin d'agir dans les trois dimensions de l'organisation : sécurité, économie et environnement et enfin Etat de droit et démocratisation.

Tout observateur de la vie internationale sait que cette demande intervient dans un contexte politique et financier tendu pour l'OSCE, mais elle a été accueillie favorablement par les Etats-Unis, le Canada et par de nombreux pays européens. L'argument financier à l'encontre de l'installation d'une mission de l'OSCE en Mongolie, ne peut être retenu, car l'OSCE entretient des missions avec plusieurs centaines de personnels dans certains pays (comme le Kosovo). Il suffirait de redéployer quelques personnes pour créer un nouveau poste à Oulan Bator. Rappelons que la Mongolie est un pays en paix, dont les institutions démocratiques fonctionnent bien et qui souhaite légitimement bénéficier de l'expérience acquise par des démocraties plus anciennes. Il est du devoir des pays de l'OSCE de répondre à cette demande, d'autant que les besoins de la Mongolie sont bien identifiés.

# Annexes

---

## Programmes des missions en Asie centrale et en Mongolie

### *Du 20 au 27 août 2013 : Tadjikistan et Kirghizistan*

20 et 21 août : participation à la conférence sur l'eau de Douchambé, organisée par le PNUD et l'UNESCO.

22 août : entretiens avec M. Abdousalam Qourbonov, ministre des finances, puis avec des parlementaires.

23 août : entretien avec M. Sirodjdin Aslov, ministre des affaires étrangères.

24 août : transfert vers Bichkek.

25 août : réunion de travail avec les services de l'ambassade de France.

26 août : réunions de travail avec le bureau de représentation de l'OSCE à Bichkek, avec Mme Roza Aknazarova, députée, chef de la délégation kirghize à l'AP OSCE

27 août : réunions avec M. Cholpon Sultanbekova, vice-président du Parlement, M. Omurbek Tikibaev, député, président du groupe politique Ata-Meken et avec M. Tokon Mamytov, vice-premier ministre.

### *Du 9 au 15 novembre 2013 : Mongolie et Kirghizistan*

9 novembre : arrivée à Oulan Bator et entretien avec le chargé d'affaires de l'ambassade de France.

11 novembre :

- 7h45 : petit-déjeuner avec les ambassadeurs d'Allemagne fédérale, du Royaume-Uni, de République tchèque et de France en poste en Mongolie.
- 9h00 : entretien avec M. Zendaakhu Enkhbold, Président du Grand Hural d'Etat.
- 9h30 : entretien avec la délégation du Grand Hural d'Etat à l'AP OSCE : Mme Batchimeg, présidente de la délégation, M. Nyamaa Enkhbold, président du Parti du Peuple, M. Tsolmon, président de la commission de la sécurité et de la politique étrangère, ainsi qu'avec Mme Sanjaasuren Oyun, ministre de la nature, de l'environnement et du développement.
- 10h15 : entretien avec M. Temujin, ministre de la Justice.
- 12h00 : Déjeuner offert par le Grand Hural d'Etat.
- 13h30 : entretien avec M. Jyambadorj, chef de la Commission nationale des Droits de l'homme.
- 15h00 : entretien avec le prier du monastère de Gandantegchinlen.
- 18h00 : échanges avec de nombreuses personnalités politiques et administratives mongoles, ainsi qu'avec des étudiants, lors de la réception offerte par son exc. M. Yves Delaunay, ambassadeur de France.

12 novembre :

- 8h00 : entretien avec M. Luvsanvandan Bold, ministre des affaires étrangères.
- 15h00 : arrivée à Bichkek.

13 au 15 novembre : participation au séminaire Rose-Roth de l'AP-OTAN sur la situation en Asie centrale et l'avenir de l'Afghanistan

13 novembre : débats avec M. Asybek Jinbekov, Président du Parlement du Kirghizistan, M. Erlan Abduldaev, ministre des affaires étrangères du Kirghizistan et M. John Schoeberlein, directeur du centre des études régionales eurasiennes de l'Université d'Astana.

14 novembre : entretien avec M. George Katcharova, représentant de l'OSCE au Kirghizistan puis débats avec M. Mirwais Yasini, vice-président de la Loya Jirga d'Afghanistan, M. Tokon Mamytov, vice-premier-ministre du Kirghizistan, général Joseph Dunford, commandant de la FIAS, M. Lee Litzenberger, vice-haut représentant civil de l'OTAN en Afghanistan, Mme Samargui Adamkulova, vice-ministre des affaires étrangères du Kirghizistan, M. Cesare de Montis, ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne à Bichkek, M. Turat Junuschaliev, conseiller ministériel et ambassadeur itinérant du Kirghizistan, Mme Shahrbanou Tadjbakhsh, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et consultante pour les Nations-Unies et M. Orozobek Moldaliev, représentant du Président de la République du Kirghizistan.

15 novembre : débats avec M. Sergueï Kapinos, ancien ambassadeur, directeur du centre de l'OSCE à Bichkek, Mme Deirdre Tynan, directrice pour l'Asie centrale de l'International Crisis Group, M. Alexandre Petersen, professeur associé à l'Université américaine d'Asie centrale (Bichkek) et Mme Asia Sasykbaeva, vice-présidente du Parlement du Kirghizistan.

\*\*\*\*\*